

La Stasi Bronner propose d'imposer le goulag numérique aux anti-Macron

écrit par Christine Tasin | 12 janvier 2022



Je ne sais pas combien ils sont payés mais ils ne sont pas

rentables pour le contribuable. Les membres de la commission Bronner ont mis 5 mois pour accoucher de propositions que nous avions devinées dès septembre, tant nous connaissons le dictateur Macron, qui, depuis 5 ans, ne sait comment lutter contre ce qu'il considère comme des "fake news" à coups de lois Avia et de modifications du Code Pénal.

Nous vous les avions présentés en septembre, ce sont les mêmes, moins Vallancien, qui pas trop respectable et ça se savait, vient de démissionner, histoire de ne pas trop entacher la Stasi.

<https://resistancerepublicaine.com/2021/09/30/voila-les-14-policiers-de-la-pensee-nommes-par-macron-pour-former-le-ministere-de-la-verite/>

5 mois donc pour, en tournant 5 fois dans leur bouche leur langue, faire passer pour du bon sens ce qui n'est que dictature et répression et fin de la liberté d'expression.

30 propositions, donc, directement inspirées par Macron il n'est pas permis d'en douter. D'ailleurs le dictateur n'a-t-il pas, hier, dans ses vœux à la presse, évoqué sa lutte contre ce qu'il appelle, lui, de la désinformation ?

Parmi ses 30 recommandations, voici les cinq principales propositions, mes commentaires en bleu.

"Pour lutter contre le "biais de popularité", qui conduit les algorithmes à privilégier les contenus fournis par les comptes les plus suivis, il faut "permettre aux utilisateurs de mieux se représenter l'état du réseau et la prévalence réelle des opinions en désactivant par défaut les métriques de popularité et l'éditorialisation algorithmique". Plus de décompte des vues des vidéos de Zemmour, Philippot et autres lanceurs d'alerte ou meneurs d'opposition. Il ne faut plus que le succès de certains soit connu, reconnu et que certaines vidéos

gênantes pour le pouvoir deviennent virales.

Le rapport suggère également d'“encourager” une surveillance accrue des plus gros influenceurs par les plateformes “afin de les responsabiliser”. Vous avez dit “surveillance” par la police de la pensée, par la police payée pour cela plutôt que pour surveiller les terroristes potentiels et les dealers... Responsabiliser a pris un nouveau sens qui n'était pas encore dans le Larousse pourtant aux ordres de la Macronie, traîner au tribunal, punir, faire chanter...

Il faut veiller par ailleurs à ce que “sur certains sujets fermement établis, le classement algorithmique n'induisse pas en erreur le public sur l'état réel des connaissances” et que la visibilité donnée aux contenus reflète le “consensus” scientifique existant. Comme en mots choisis ces choses-là sont dites... Bref, tout contenu mettant en doute la doxa officielle sur un certain nombre de sujets brûlants comme le “vaccin covid” et la réalité de la Pandémie devra être censuré, voire poursuivi en justice, comme c'est déjà peu ou prou le cas pour l'islam, l'immigration, la sécurité, le grand remplacement... il ne sera plus permis par les réseaux sociaux ni par la loi de mettre en doute la doxa.

C'était déjà le cas sur l'islam et l'immigration ; la loi Pleven, l'activisme des gauchistes et autres racisés, le poids des associations dites anti-racistes, les juges du mur des cons sont déjà fort efficaces, mais apparemment pas encore assez. Pourtant, pour avoir distribué des autocollants “islam assassin”, **bien que relaxée en appel, je viens d'être condamnée dans un second appel exigé par la Cour de cassation, à payer 4 000 euros à la Licra et au Mrap de dédommagements pour le préjudice qu'ils auraient subi...**(pour ceux qui veulent et peuvent nous donner un coup de main, <https://resistancerepublicaine.com/don/> <https://resistancerepublicaine.com/pour-nous-contacter/>merci d'avance)

Le rapport suggère de promouvoir “l’investissement publicitaire responsable”, pour éviter que la publicité en ligne ne vienne financer les sites de désinformation ou complotistes. Des acteurs comme NewsGuard, Global Disinformation Index ou Storyzy ont justement mis au point des listes répertoriant les sites à éviter. Grandiose... Les chiens de garde officialisés par les valets du pouvoir, les Sleeping giants, le censeur américain du web Newsguard reconnu comme outils de référence par l’officielle commission d’Etat et donc sans doute bientôt par l’Etat...

<https://resistancerepublicaine.com/2019/10/11/sleeping-giants-les-neo-staliniens-qui-veulent-eliminer-les-patriotes-du-debat-public/>

Déjà, la loi Avia avait prévu de faire des harceleurs, menaceurs... de Sleeping giants des outils du système ! Chassés par la loi Avia retoquée par le Conseil constitutionnel les voilà de retour par la petite porte de la commission Bronner, forcément indépendante...

<https://resistancerepublicaine.com/2020/01/24/encore-une-monstruosite-la-loi-avia-fait-des-sleeping-giants-des-auxiliaires-officiels-du-pouvoir/>

NewsGuard (ah ! le joli nom que voici), quand il était arrivé en France, m’avait envoyé un questionnaire auquel j’avais répondu honnêtement. A la suite de cela RR avait été classé en rouge par les utilisateurs de Newsguard, quelques mois plus tard ils m’avaient envoyé d’autres questions à propos d’articles ou de phrases publiées sur notre site. Je les avais envoyés promener en leur signalant que, puisqu’ils mettaient un signal vert à Libé et à tous les journaux gauchos qui manipulent à tour de bras, ils pouvaient se mettre leurs questions et leurs mauvais point où je pensais.

<https://resistancerepublicaine.com/2020/11/13/newsguard-pas-content-parce-que-rr-ecrit-que-le-president-des-etats-unis-est->

[donald-trump/](#)

[...]

[Huffington Post](#)

Moi je vous le dis, si Zemmour n'est pas élu en avril, on peut tous mettre la clé sous la porte sauf à se retrouver au ~~goulag~~ en prison.